

DEMANDE

Afin de faciliter l'achat de terres agricoles ou le rachat d'entreprises agricoles déjà existantes, la relève demande au gouvernement provincial et à la FADQ d'offrir aux relèves agricoles, comme défini dans les critères du MAPAQ, des prêts à long terme sur une période de 40 ans dont le taux d'intérêt serait fixe, bas, et dont la mise de fonds de 20 % serait garantie par le gouvernement.

Il s'agit d'une demande historique de la FRAQ qui, sous différents modèles, cherche à favoriser l'accès aux crédits des jeunes agriculteurs.

COÛT ESTIMÉ

À déterminer selon la valeur des prêts

PALIER RESPONSABLE

Provincial

ENJEUX

Depuis 20 ans, il se perd en moyenne cinq fermes par semaine au Québec. Pourtant, il ne manque pas de relève : près de 1 000 diplômés sortent des écoles d'agriculture, tous niveaux confondus. Nous avons donc une relève formée d'un côté et beaucoup de cédants qui ont la volonté de transférer leur entreprise d'un autre. Cependant, des freins importants empêchent ces transferts de se concrétiser.

L'accès aux actifs, et surtout aux terres agricoles, constitue une barrière importante pour le démarrage de nouvelles entreprises agricoles et au rachat d'entreprises existantes. En effet, la valeur marchande et la valeur économique des fermes ne cessent de se distancer. Le coût d'acquisition des actifs agricoles a sextuplé en 30 ans. C'est particulièrement la valeur des terres qui a crû de 700 % durant les 20 dernières années. Si le recours à la location est de plus en plus courant, elle reste néanmoins une solution très fragile pour les producteurs dans les conditions actuelles.

Mettre en place des outils de financement plus adaptés par la création de prêts long terme à la relève

Demande

8



ENJEUX [SUITE]

Un prêt à long terme est un crédit provenant d'une banque ou d'un établissement financier dont la principale caractéristique réside dans une durée de remboursement longue, c'est-à-dire supérieure à 7 ans. On parle également d'un crédit de longue durée. Ce financement s'oppose ainsi au crédit à court ou moyen terme - de quelques jours à 7 ans.

Pour pouvoir procéder à l'achat d'une terre agricole et des autres investissements d'une entreprise, la relève doit contracter de nombreux prêts à taux d'intérêt variés. Ces prêts demandent des garanties souvent difficiles à fournir pour une clientèle plus jeune, possédant parfois déjà des dettes personnelles pour leurs études ou étant en début de démarches de crédit. De plus, le taux d'endettement des fermes au Québec qui était de 29 % en 2019 ajoute un poids financier et mental important sur les épaules de la relève.

Rappelons qu'une entreprise endettée sera plus craintive à réaliser des investissements importants pour assurer une meilleure rentabilité de l'entreprise, mais également pour atteindre une meilleure performance environnementale, respecter les normes en matière de bien-être animal ou encore inclure une nouvelle culture pour diversifier l'offre alimentaire québécoise.

Les produits en prêts disponibles actuellement ne correspondent pas au besoin des nouveaux producteurs, particulièrement pour la relève qui démarre avec peu de garanties. Bien que nous soyons privilégiés au Québec de pouvoir bénéficier des services de la FADQ, celle-ci doit prendre les risques nécessaires pour soutenir le développement de nouvelles entreprises agricoles en se détachant d'une logique strictement bancaire.

Mettre en place des outils de financement plus adaptés par la création de prêts long terme à la relève

Demande

8

RÉSUMÉ DE LA DEMANDE

La relève demande la mise en place de prêts à long terme, sur une période de 40 ans plutôt que 30, dont le taux d'intérêt serait fixe et bas pour toute la durée du prêt, et dont la garantie initiale serait offerte par le gouvernement.

Plus spécifiquement, ce prêt s'adresserait aux agriculteurs en démarrage disposant d'un plan d'affaires approuvé et âgés de 40 ans et moins.



GAIN
PARTIEL

Lors des dernières élections, la Coalition avenir Québec (CAQ) s'est engagée à **mettre en place ce genre de prêts**. Les modalités du 50 millions annoncé dans le budget 2024 sont encore inconnues, mais pourraient répondre à cette demande.

